

## **II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UB**

La zone UB concerne les périphéries des noyaux anciens de Miribel-centre et du Mas-Rillier, et Les Echets.

Elle comprend plusieurs secteurs :

- \* Secteur UB a pour la deuxième couronne de la périphérie de la zone UA (il circonscrit des quartiers au tissu urbain plus aéré, qu'ils soient à majorité pavillonnaire ou collectif),
- \* Secteur UB b pour la périphérie de la zone centrale des hameaux.
- \* Secteur UB c pour la zone de la Tourbière aux Echets.
- \* Secteur UB m (médical) pour "Bon Séjour ...",
- \* Secteur UB z pour intégrer la ZAC du Clos des Cerisiers.

Les constructions sont édifiées généralement en retrait par rapport aux voies, et en ordre discontinu (voir néanmoins les secteurs en ZPPAUP).

Cette zone est équipée des réseaux publics.

Elle est multi-fonctionnelle : elle a vocation à comprendre des habitations, des commerces, des services, des équipements publics et des activités non nuisantes. Des activités agricoles sont encore présentes.

La ZPPAUP recouvre une partie de la zone UB et de ses secteurs. Ses prescriptions complètent celles du PLU (servitude d'utilité publique).

Le PPRN les concerne également (servitude d'utilité publique).

Les prescriptions de ces documents sont donc à respecter.

---

### **ARTICLE UB 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

#### **♦ Dans toute la zone UB sont interdits :**

- \* Les constructions et établissements qui, par leur destination, leur nature, leur importance, leur fréquentation induite ou leur aspect sont incompatibles avec la salubrité, la tranquillité, la sécurité, la bonne tenue et le caractère architectural du secteur.
- \* Les constructions à usage industriel ou artisanal d'une surface hors œuvre nette supérieure à 200 m<sup>2</sup>
- \* Les constructions à usage commercial d'une surface de vente supérieure à 300 m<sup>2</sup>.

- \* Les installations classées pour la protection de l'environnement excepté celles admises à l'article UB 2
  - \* les constructions à usage agricole qui créent une unité nouvelle d'exploitation
  - \* le stationnement hors garage (habitation permanente de ses utilisateurs) supérieur à 3 mois par an (consécutifs ou non) de caravanes isolées.
  - \* les terrains de camping, de caravanage et d'habitations légères de loisirs
  - \* les dépôts de véhicules hors d'usage et de matériaux inertes
  - \* les carrières.
- ♦ Les établissements recevant du public sont interdits dans une bande de 60 m de part et d'autre des canalisations de gaz Ars-Mions.
- ♦ **En outre sont interdites dans les secteurs UB m et UB z :**
- \* les constructions à usage industriel, artisanal, commercial ou agricole
  - \* les installations classées.
- ♦ **En outre, sont interdits dans le secteur UB m :**
- \* les constructions non liées à l'activité médicale, paramédicale, et éducative
  - \* les équipements qui ne sont pas nécessaires à l'activité médicale, paramédicale, et éducative
  - \* les logements qui ne sont pas nécessaires aux personnes concernées (personnel médical, familles des malades et malades) par ces activités.
- ♦ Toutes les activités économiques sont interdites dans le périmètre de protection rapprochée des puits de captage d'eau potable.

## **ARTICLE UB 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

- ♦ Dans la zone UB, les installations classées, quel que soit leur régime, ne sont admises que si elles sont compatibles avec le caractère et la vocation de la zone.
- ♦ Dans l'emprise de la SNCF, sont admises les constructions d'outillage nécessaires au fonctionnement du service public et dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques de l'exploitation ferroviaire.
- ♦ Les affouillements, écrêtements et exhaussements de sol sont admis s'ils sont nécessaires aux constructions ou aux aménagements compatibles avec la vocation de la zone, ou lorsqu'ils sont réalisés pour lutter contre les eaux de ruissellement et pluviales (sous conditions d'admission par le PPR).
- ♦ Toutes les activités économiques doivent être compatibles avec la protection de la ressource en eau potable dans le périmètre de protection éloignée des puits de captage.

## **ARTICLE UB 3 – DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES**

### **1 – ACCES**

- ♦ Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant :
  - \* à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile l'enlèvement des ordures ménagères, la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie, des engins de déneigement,
  - \* aux impératifs de la protection civile.
- ♦ Elles peuvent également être refusées si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.
- ♦ Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité.
- ♦ Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, les accès doivent être aménagés sur la voie où les risques encourus par les usagers des voies publiques ou par les personnes utilisant les accès sont les moindres.
- ♦ Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées sur des terrains issus de divisions ayant conduit à la création d'accès en nombre incompatible avec la sécurité.
- ♦ Si les constructions projetées, publiques ou privées, sont destinées à recevoir du public, elles doivent comporter des accès réservés aux piétons, indépendants des accès des véhicules. Ces accès pour piétons doivent être munis de dispositifs rendant ces constructions accessibles aux handicapés physiques.
- ♦ Si les accès charretiers doivent être équipés d'un système de fermeture (portail ...) celui-ci sera situé en retrait du domaine public d'au moins 5 mètres afin de ne pas entraver la libre circulation, notamment celle des piétons. Un système d'automatisme de fonctionnement sera recherché.
- ♦ Dans le secteur UB z, chaque tènement ne pourra être raccordé aux voiries internes que par un accès charretier maximum.

### **2 – VOIRIE**

- ♦ Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une emprise d'au moins 8 mètres de largeur, à l'exclusion des impasses et des voies privées dans la mesure où les conditions de circulation le permettent. La largeur de la chaussée doit être adaptée à l'importance de l'opération. La voie doit comporter un cheminement piéton.
- ♦ Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules de lutte contre l'incendie, aux engins de déneigement et d'enlèvement des ordures ménagères.
- ♦ Les voies nouvelles se terminant en impasse et desservant plus de 5 logements, doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules puissent aisément faire demi-tour (aire de retournement).

♦ Dans le secteur UB z :

- \* Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une emprise d'au moins de 8 mètres de largeur, à l'exclusion des impasses et des voies privées dans la mesure où les conditions de circulation le permettent.
- \* Les portails doivent être réalisés de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la chaussée.
- \* Les rampes d'accès aux terrains situés en contre-haut ou en contre-bas des voies, ne devront pas avoir une pente supérieure à 5% dans les 5 derniers mètres avant raccordement à la voie.

## **ARTICLE UB 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS**

### **♦ Alimentation en eau potable**

- \* Toute construction à usage d'habitation ou qui requiert une alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par une conduite de caractéristiques suffisantes, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
- \* L'utilisation de ressources en eau autres que celles provenant du réseau public (puisage, pompage, captage) peut être admise en fonction des données locales à l'exclusion des usages sanitaires et de l'alimentation humaine. Une déclaration est nécessaire.
- \* Toute construction dont l'activité peut présenter des risques de pollution vis à vis du réseau public devra être équipée d'un dispositif agréé de protection contre les retours d'eau et devra se conformer à la réglementation en vigueur (disconnecteur, clapet anti-retour).
- \* Dans les périmètres de protection des puits de captage, la création de puits privés est interdite.

### **♦ Assainissement des eaux usées**

- \* Toute construction occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées par un dispositif d'évacuation de type séparatif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
- \* L'évacuation des eaux usées d'origine artisanale, agricole et industrielle dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un traitement approprié à la composition et à la nature des effluents. Une convention de déversement sera à établir avec la collectivité.
- \* En périmètre de protection rapprochée et éloignée des puits du Four à Chaux, l'assainissement non collectif n'est pas être autorisé.

### **♦ Assainissement des eaux pluviales et de ruissellement**

#### **• Généralités :**

- \* Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux pluviales.

- \* Toutefois, en l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les eaux doivent :
  - ◇ soit être évacuées directement et sans stagnation vers un déversoir désigné par les services techniques de la commune
  - ◇ soit être absorbées en totalité sur le terrain
  - ◇ soit faire l'objet d'une rétention sur le terrain.
- \* L'imperméabilisation et le ruissellement engendrés par les opérations d'urbanisation devront être quantifiés, afin de mesurer les incidences sur les volumes d'eau à transiter, soit dans les réseaux, soit dans les cours d'eau.
- \* L'autorité administrative doit pouvoir imposer des dispositifs adaptés à chaque cas et propres à réduire les impacts des rejets supplémentaires sur le milieu ou les réseaux existants.
- \* Le principe demeure que :
  - ◇ les aménagements ne doivent pas augmenter les débits de pointe des apports aux réseaux par rapport au site initial
  - ◇ un pré-traitement (débourbeur/déshuileur ...) est demandé pour les opérations significatives d'habitat ou d'activité.

- Particularités des secteurs concernés par les périmètres de protection de captages publics d'eau potable :

L'infiltration des eaux de ruissellement est interdite en périmètre de protection rapprochée et éloignée des puits du Four à Chaux.

#### ◆ **Electricité, télécommunications et autres réseaux câblés**

- ◆ Dans les secteurs couverts par la ZPPAUP, ces réseaux doivent être établis en souterrain.
- ◆ Ailleurs, à chaque fois que les conditions techniques le permettent, les réseaux seront établis en souterrain.
- ◆ Dans tous les cas, les réseaux doivent être établis en souterrain dans les opérations d'ensemble.

### **ARTICLE UB 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

Non réglementé.

### **ARTICLE UB 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

- ◆ Secteurs compris dans la ZPPAUP : voir le document ZPPAUP.
- ◆ En l'absence d'alignements continus ou simples, les constructions doivent être implantées avec un retrait d'au moins 9 mètres par rapport de l'axe de la voie
- ◆ Dans le secteur UBa, et concernant les équipements publics scolaires et sportifs, des implantations différentes sont admises pour les dépendances, les extensions de bâtiments existants, et les bâtiments temporaires (bungalows ...).

- ♦ Dans le secteur UB z, les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport à la limite de la voie ou la limite de propriété.
- ♦ Par ailleurs :
  - \* Les constructions doivent être implantées avec un retrait d'au moins 12 mètres par rapport à l'axe de la voie ferrée Lyon-Genève.
  - \* Une implantation différente peut être admise pour les bâtiments liés à l'exploitation ferroviaire lorsque des impératifs techniques le justifient.
  - \* L'implantation à l'alignement ou dans le prolongement des constructions existantes peut être imposée pour des raisons d'architecture et d'insertion dans le site.

## **ARTICLE UB 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

- ♦ Secteurs compris dans la ZPPAUP : voir le document ZPPAUP.
- ♦ Ailleurs, les constructions doivent être implantées en retrait par rapport à la limite séparative.

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres ( $D = H/2$  avec  $D \geq 4$ ).

Toutefois, les constructions peuvent être implantées en limite séparative dans les cas suivants :

- \* elles constituent des bâtiments annexes à usage de dépendances (garage, abris ...) dont la hauteur, mesurée sur la limite séparative, n'excède pas 3,50 m comptés à partir du sol naturel avant travaux,
- \* elles s'appuient sur des constructions préexistantes elles-mêmes édifiées en limite séparatives sur le tènement voisin,
- \* elles sont de volume et d'aspect homogène et édifiées simultanément sur des tènements contigus,
- \* elles sont édifiées à l'alignement en application de l'article UB 6,
- \* elles sont édifiées dans le cadre d'opérations d'ensemble et sur les seules limites séparatives internes de cette opération,
- \* elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées,
- \* elles correspondent à des impératifs techniques de l'exploitation ferroviaire.
- \* en cas de reconstruction à l'identique après sinistre à condition qu'elle ne génère pas de problèmes de visibilité ou de sécurité
- \* elles constituent des bâtiments temporaires liés aux équipements scolaires et sportifs dans le secteur UBa.

## **ARTICLE UB 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

- ♦ Les constructions non jointives sur un même tènement doivent être implantées de telle façon que la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction à tout point de l'autre construction, soit au moins égale à la moitié de la hauteur de la plus haute des deux constructions.
- ♦ Non réglementé pour les équipements scolaires et sportifs dans le secteur UBa.

## **ARTICLE UB 9 - EMPRISE AU SOL**

- ♦ Dans la zone UB et les secteurs UB a et UB b, le coefficient d'emprise au sol est fixé à 0,40.
- ♦ Dans le secteur UB c, le coefficient d'emprise au sol est fixé à 0,15
- ♦ Dans le secteur UB m, il est fixé à 0,80.
- ♦ Dans le secteur UB z, il n'est pas réglementé.

## **ARTICLE UB 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

- ♦ La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant, avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet, jusqu'à l'égout de toiture.
- ♦ Les ouvrages techniques, cheminées, et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
- ♦ La hauteur maximale des constructions est fixée de la manière suivante :
  - Dans la ZPPAUP : voir le document ZPPAUP.
  - En dehors de la ZPPAUP :
    - \* Dans la zone UB : 12 mètres au centre-ville et 9 mètres aux Echets
    - \* Dans le secteur UB a : 9 mètres
    - \* Dans le secteur UB b à 7 mètres
    - \* Dans le secteur UB c à 7 mètres
    - \* Dans le secteur UB z à 7 mètres.
- ♦ Une hauteur différente peut être admise ou imposée par l'autorité compétente lorsque les volumes bâtis contigus le justifient, en particulier dans le cas d'une recherche d'unité architecturale.
- ♦ Dans le secteur UBa, une hauteur différente sera admise pour les constructions des équipements scolaires ou sportifs et pour les installations ou constructions d'intérêt général, dont la volumétrie appelle des solutions architecturales spécifiques.

## **ARTICLE UB 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS – AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS**

Il est rappelé que l'article R 111-21 du code de l'urbanisme est d'ordre public, il reste applicable en présence d'un PLU :

"Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales".

Lorsqu'un projet est délibérément de nature à modifier fortement le site existant, ou à créer un nouveau paysage, l'aspect des constructions peut être apprécié selon des critères plus généraux que ceux ci-dessous détaillés. Le demandeur ou l'auteur du projet doit alors justifier d'une recherche manifeste de qualité architecturale et d'insertion harmonieuse dans le site.

Notamment, les prescriptions seront appréciées pour les constructions d'équipements scolaires ou sportifs dont la volumétrie appelle des solutions architecturales spécifiques, et pour les installations ou constructions d'intérêt général.

Les prescriptions édictées ci-dessous doivent être complétées par celles de la ZPPAUP.

### **♦ Spécificités pour la restauration du bâti ancien :**

En cas de restauration du bâti ancien traditionnel régional, les éléments caractéristiques de l'architecture locale doivent être respectés et mis en valeur (matériaux de couverture et de façade, proportion des baies, aspects des menuiseries, volets et portes, aménagement des abords).

Les éléments architecturaux significatifs doivent être conservés également : arcs, oeils de bœuf, colonnes, balcons, corniches ...) ainsi que la composition initiale du bâtiment : répartition et proportion verticale des ouvertures, bandeaux ....

### **♦ Implantation et volume :**

- \* L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement bâti et en s'y intégrant le mieux possible.
- \* La construction doit s'adapter à la topographie naturelle du terrain afin de ne pas bouleverser le paysage.  
La répartition des niveaux doit être en concordance avec la pente naturelle du terrain.
- \* Constructions et aménagements doivent respecter les continuités de façades existantes, orientations et niveaux de faîtage, ouvertures, alignements.
- \* La pente des toits doit être comprise entre 30 et 45 % au-dessus de l'horizontale.
- \* Les toits à un seul pan ne sont tolérés que pour les bâtiments annexes s'appuyant sur les murs d'une construction existante ou les murs de clôture, ou comme élément de liaison. Ils doivent respecter la pente définie ci-dessus.



- \* Les toitures terrasses ne sont admises que dans deux cas :
  - Elles répondent à une nécessité technique absolue.
  - Elles correspondent à des éléments de liaison.
- \* Un débord de toiture d'au moins 0,30 mètre est obligatoire sauf en limite séparative. Il pourra être inférieur pour les constructions d'une hauteur inférieure à 3 mètres à l'égout.
- \* Dans le secteur UB z, les toitures doivent avoir leur faîtage principal parallèle ou perpendiculaire aux limites entre lots.
- \* Les pastiches d'une architecture archaïque ou étrangère à la région sont interdits.

#### ♦ **Éléments de surface :**

- \* Les matériaux de couverture, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement bâti.
- \* Les murs en matériaux bruts (béton, parpaings) doivent être enduits ou peints.
- \* L'utilisation du blanc pur et de teintes vives est interdite pour les enduits, et peintures de façades et de clôtures. Les teintes des façades peintes doivent être choisies parmi celles du nuancier de la ZPPAUP.
- \* Les teintes des menuiseries doivent s'harmoniser avec la façade ou l'ensemble des menuiseries voisines (voir nuancier de la ZPPAUP).
- \* Les couvertures doivent être réalisées en matériaux ayant l'aspect de tuiles de teinte terre cuite naturelle, sauf pour les vérandas, dépendances de moins de 10 m<sup>2</sup> au sol, serres.
- \* Sont interdites les couvertures en tôle ondulée brute, bacs acier, fibro-ciment, plastique, bardeaux d'asphalte.
- \* Les vérandas, panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique, doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées.
- \* Les orielles ou bow-window sont interdits en limite de voies.
- \* Pour des raisons d'esthétisme et de qualité paysagère, les antennes paraboliques ne devront pas surplomber les rues, voies impasses, publiques ou privées, ni être installées sur les appuis de fenêtres et balcons.
- \* Hors ZPPAUP, en cas de pose de volets roulants, en limite de voies privées ou publiques, les coffres doivent impérativement être posés à l'intérieur des constructions ou former linteau intégré dans la maçonnerie.

#### ♦ **Les clôtures :**

- \* Elles participent à la composition du paysage urbain. Il est exigé le plus grand soin quant au choix des matériaux dont la mise en œuvre doit s'harmoniser avec celles des façades des constructions voisines.  
Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux : couleur, matériaux, hauteurs, essences végétales.

- \* Dans la ZPPAUP : voir le document ZPPAUP.
- \* Hors ZPPAUP :
  - Les clôtures peuvent être constituées :
    - ♣ d'un simple grillage, avec ou sans soubassement apparent d'une hauteur maximale de 0,40 mètre, doublé d'une haie vive d'essence régionale
    - ♣ ou, en limite de voirie, d'un mur plein s'il est intégré à une trame bâtie ou en continuité d'autres murs de clôtures.
  - La hauteur maximale des clôtures est fixée à 1,80 mètre.
- \* Dans le secteur UB z :
  - En bordure des voies, places et espaces verts, les murs de clôture sont interdits. Les clôtures doivent être constituées d'une haie vive doublée ou non d'un grillage qui doit être implanté derrière la haie, à 1 mètre en retrait de la limite de la voie ou de l'espace vert.
  - Pour les clôtures entre lots, dans le cas éventuel d'une partie en muret plein, la hauteur maximum de celui-ci sera de 0,40 mètres. L'enduit sera obligatoire.
- \* Dans tous les cas :
  - Sont proscrits les modèles « modernes », les pare-vues et les clôtures préfabriquées.
  - Les murs en matériaux bruts doivent être enduits ou peints.
  - Lors de réfection de murs anciens, les matériaux d'origine doivent être utilisés et l'aspect conservé.
- \* La hauteur et l'aspect des clôtures peuvent être adaptées ou imposées par l'autorité compétente en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon des critères de sécurité, de salubrité et d'environnement.

## **ARTICLE UB 12 – REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

- ◆ Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues doit correspondre aux besoins des constructions et installations.
- ◆ Il doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective, excepté pour les équipements scolaires et sportifs dans le secteur UBa.
- ◆ La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'une voiture particulière est de 25 m<sup>2</sup>, d'une longueur de 5 m et d'une largeur de 2,50 m sans les accès. Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions.
- ◆ En cas d'impossibilité technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaire au stationnement, le pétitionnaire devra satisfaire les obligations prévues par l'article L 421-3 du code de l'urbanisme. La collectivité se réserve le droit de refuser cette opportunité si cette insuffisance de stationnement crée des problèmes de circulation ou entraîne un stationnement excessif sur les voies publiques.

- ♦ Dans le cas de changement d'affectation, d'extension de constructions existantes, seules seront prises en compte pour le calcul des besoins, les places supplémentaires nécessitées par l'opération.

- ♦ Il est exigé au minimum :

- **Pour les constructions à usage d'habitation :**

- ◊ 2 places de stationnement par logement.
- ◊ Pour les constructions et les lotissements comprenant au moins 3 logements, il est exigé en plus, pour les véhicules des visiteurs, une place par tranche indivisible de 3 logements (soit 2 places pour un nombre de logements compris entre 4 et 6, 3 entre 7 et 9, etc ...).

- **Pour les autres usages :** 1 place de stationnement pour 2 employés.

- **Pour l'accueil du public, de la clientèle, des visiteurs :**

- \* **pour les constructions à usage de bureaux ou de services :** 1 place par tranche indivisible de 50 m<sup>2</sup> de SHON.
- \* **pour les activités artisanales :** une étude spécifique devra être produite pour les surfaces nécessaires aux livraisons et aux véhicules de service.
- \* **pour les constructions à usage commercial :** 1 place de stationnement par tranche de 50 m<sup>2</sup> de surface de vente.
- \* **pour les constructions et installations à usage hôtelier, à usage d'équipement collectif, d'accueil du public ou de restauration :**
  - ◊ appelées à recevoir du public : 1 place par 20 m<sup>2</sup> de SHON.
  - ◊ destinées à l'hébergement : 1 place par chambre.
  - ◊ destinées à la restauration : 1 place par 10 m<sup>2</sup> de salle de restauration, café-bar.

- **Pour le stationnement des deux roues :**

- \* 1 m<sup>2</sup> par logement collectif
- \* 1 m<sup>2</sup> par tranche de 50 m<sup>2</sup> de bureaux
- \* 2 places pour 100 m<sup>2</sup> de surface commerciale

## **ARTICLE UB 13 – REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE PLANTATIONS**

- ♦ **Boisements à protéger :**

Les boisements à préserver tels qu'ils figurent au document graphique sont soumis aux dispositions de l'article L 123-1-7° du Code de l'Urbanisme qui les identifie comme éléments de paysage.

- ♦ **Espaces boisés classés :**

Les espaces boisés classés à conserver ou à créer, tels qu'ils figurent au document graphique sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme qui garantit leur préservation intégrale.

### ♦ **Obligation de planter et de réaliser des espaces libres :**

- \* Pour tout aménagement, la simplicité de réalisation est recommandée.
- \* La végétation doit être choisie majoritairement parmi les essences locales. La variété dans la composition est recommandée.
- \* Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.
- \* Les espaces libres et les aires de stationnement doivent être plantés à raison d'un arbre à haute tige par 100 m<sup>2</sup>.
- \* Lorsque la zone UB jouxte la zone UX, la zone de retrait de 4 mètres minimums le long des limites parcellaires doit être plantée pour jouer le rôle de "zone tampon" (haies arbustives et/ou arbres à hautes tiges).
- \* Des écrans de verdure doivent être plantés pour masquer ou agrémenter certains bâtiments ou installations d'activités admises dans la zone mais dont l'impact visuel est négatif (exemple : citernes de gaz).
- \* Les opérations comprenant au moins 3 logements doivent disposer d'espaces libres communs (non compris les aires de stationnement, voies de desserte, cheminements, pistes cyclables) dont la superficie doit être au moins égale à 10 % de la surface totale du tènement.  
La moitié de cette superficie doit être plantée (espaces verts et/ou arbres).
- \* Dans le secteur UB z, les clôtures doivent être constituées d'une haie vive doublée ou non d'un grillage qui doit être implanté derrière la haie, à 1 mètre en retrait de la limite de la voie ou de l'espace vert.

## **ARTICLE UB 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

- ♦ Dans la zone UB le COS est fixé à 0,60.
- ♦ Dans le secteur UB a, il est fixé à 0,40.
- ♦ Dans le secteur UB b, il est fixé à 0,50.
- ♦ Dans le secteur UB c, il est fixé à 0,20.
- ♦ Dans le secteur UB m, il n'est pas défini.
- ♦ Dans le secteur UB z, il est fixé à 0,30.
- ♦ Ces coefficients d'occupation du sol ne s'appliquent pas dans les cas suivants :
  - \* travaux de sauvegarde et de restauration de bâtiments anciens dans le volume existant
  - \* travaux de reconstruction après sinistre
  - \* travaux de construction ou d'aménagement de bâtiment affectés aux services publics